

Sommet pancanadien de l'économie citoyenne 2010

Document thématique n° 5 : Renforcement du mouvement vers l'économie citoyenne

*Par Rupert Downing, Centre canadien d'économie sociale
Ébauche révisée – 21 mai 2010*

Contexte

Le Sommet pancanadien de l'économie citoyenne, du 30 mai au 1^{er} juin 2010, est un rassemblement sans précédent des chefs de file et des représentants des secteurs du développement économique communautaire, de la coopération et de l'économie sociale. Ensemble, ils élaboreront un programme commun et appelleront à l'action pour une économie sûre et durable qui place les êtres humains et la planète au premier rang. Le Sommet cherche à mobiliser des réseaux et des organismes en s'appuyant sur les meilleures recherches, en se dotant d'un plan d'action commun et en faisant connaître le secteur aux politiciens, aux décideurs, aux dirigeants du secteur non gouvernemental et aux médias grand public.

Au cours du processus de préparation au Sommet, on a ébauché six documents de fond portant sur des thèmes qui mettent l'accent sur les forces, les défis et les propositions d'action clés visant à renforcer le mouvement. Ces documents de fond ont été l'objet d'un processus d'engagement et de sensibilisation afin que les participants au Sommet et les autres intervenants les examinent et fournissent une rétroaction entre le 1^{er} mars et le 15 mai. Les documents révisés sont présentés au Sommet, où une déclaration commune et un plan d'action seront élaborés.

Pour consulter la dernière version des autres documents et pour obtenir plus d'information sur le Sommet, rendez-vous à l'adresse suivante <http://www.ccednet-rcdec.ca/fr/sommet>

Renforcement du mouvement : Résumé

L'économie du Canada est pluraliste ; elle est composée de trois secteurs différents : le privé, le public et l'économie sociale. Les acteurs de l'économie sociale (coopératives, sociétés sans but lucratif, associations de la société civile, coopératives d'épargne et de crédit et entreprises sociales) représentent une part importante des emplois et de l'activité économique et jouent un rôle unique dans l'obtention de résultats sociaux, économiques et environnementaux interreliés qui contribuent à une économie citoyenneⁱ. Les résultats du Programme de recherche en économie socialeⁱⁱ indiquent que, dans le monde, l'économie sociale joue un rôle unique en répondant aux besoins de développement social, économique, environnemental et humain des gens, des collectivités, des nations et du monde à un moment où les difficultés associées à l'augmentation de la pauvreté, aux changements climatiques, aux inégalités sociales et à l'échec d'un grand nombre de politiques économiques exigent de nouvelles approches et

de nouveaux modèles qui contribuent à la mise en place d'une économie citoyenne. Les études montrent aussi que le Canada prend du retard par rapport à d'autres administrations dans le domaine de la mise en place d'une politique publique et d'autres mécanismes visant à garantir que l'économie sociale a le plus de répercussions possible. Des mécanismes nouveaux et novateurs de collaboration dans le développement, la gouvernance et l'élaboration d'une politique publique pour le secteur sont apparus et se sont révélés être la clé du succès du Canada et d'autres administrations. Le fait de renforcer ces mécanismes et de miser sur ceux-ci constitue un programme clé qui comprend la mise en place de structures de propriété du secteur unissant les composantes de l'économie sociale dans un effort de collaboration axé sur des valeurs communes

Table des matières

1. État des lieux actuel.....	2
2. Les acteurs clés.....	5
3. Questions et enjeux majeurs.....	6
4. Propositions.....	8
Sources.....	10

1. État des lieux actuel

Le Programme canadien de recherche en économie sociale a produit des éléments de preuve de l'état comparatif du développement de l'économie sociale à l'échelle mondiale, nationale et régionaleⁱⁱⁱ. Cette recherche montre :

1. L'importance de l'économie sociale dans l'obtention de résultats uniques (en comparaison avec les secteurs privé et public) qui sont liés aux difficultés socio-économiques et environnementales auxquelles les gens, les collectivités, les nations et le monde sont confrontés.
2. La force comparative de ces résultats quand ils supposent des structures, des activités et des initiatives qui unissent les sous-composantes de l'économie sociale (p. ex. coopératives, coopératives d'épargne et de crédit, sociétés sans but lucratif, entreprises sociales, associations de la société civile, les gens qui produisent pour leur subsistance).
3. Le mouvement pour de nouveaux modèles de développement intégrant des objectifs sociaux, économiques, humains et environnementaux défendus par des organisations de l'économie sociale à travers le principal discours concernant la politique d'intérêt public et son évolution, quand des structures et des mécanismes unifiés ont été mis en place.
4. L'importance de mécanismes intersectoriels pour la collaboration favorisant la croissance de l'économie sociale et fournissant des apports démocratiques comme une aide financière et technique à ses intervenants.

Une analyse internationale comparative porte à croire que, dans les administrations (comme le Brésil et l'Union européenne) où les acteurs se sont entendus pour favoriser le sentiment d'identification à un mouvement d'économie sociale ou solidaire unifiée, il y a eu des progrès importants qui ont eu une incidence sur la capacité du secteur et le milieu des politiques d'intérêt public qui le touchent.

Au Canada, des études^{iv} portent à croire que le Québec et le Manitoba ressortent, en tant qu'exemples de croissance et d'une certaine généralisation des mouvements d'économie sociale grâce aux efforts des principaux acteurs pour unifier et créer des structures de collaboration et des cadres gouvernementaux provinciaux qui les soutiennent. Au Québec, le Chantier de l'économie sociale constitue un exemple de structure unifiée dotée de ressources pour le financement, le marketing social et l'aide technique qui incluent des associations qui participent au développement économique communautaire et qui font partie d'autres sous-secteurs. Le financement de l'économie sociale a été élargi avec la création de fonds de capital provenant d'investisseurs des secteurs public et privé, gérés par le secteur (RISQ et Fiducie). Au Manitoba, le Réseau canadien de DÉC a fourni un espace d'organisation intersectorielle avec un programme d'aide technique et une représentation des politiques d'intérêt public ayant des résultats semblables, mais supposant une structure moins officielle que celle du Québec. Il y a aussi des efforts dans d'autres régions du Canada dans le but d'organiser l'économie sociale. En décembre 2009, il y a eu un sommet au Nunavut qui a permis aux acteurs de ce territoire nordique d'entreprendre un dialogue. Dans les provinces de l'Atlantique, une journée d'information stratégique a eu lieu à Halifax (Nouvelle-Écosse) et a attiré des intervenants du gouvernement, de l'économie sociale et du secteur de la recherche qui ont obtenu un résultat semblable. En Colombie-Britannique, une « Social Economy Roundtable » a été créée pour mettre en réseau les intervenants sur une période de deux ans. Dans les provinces de l'Atlantique, des coopératives ont mis en place une structure d'organisation commune qui a renforcé la capacité, la représentation de la politique d'intérêt public et les sources de financement.

À l'échelle nationale, le Réseau canadien de DÉC, le Chantier de l'économie sociale du Québec et la Canadian Cooperative Association ont réussi à mettre en place une initiative fédérale en matière d'économie sociale. Celle-ci comprend un engagement de financement du gouvernement fédéral et un comité consultatif avec un Secrétaire d'État pour l'économie sociale et l'élaboration en collaboration des politiques du gouvernement fédéral qui soutiennent le secteur. L'initiative et la structure ont été annulées avec le changement d'une direction politique du gouvernement en 2007. Malgré cela, le Conseil de recherches en sciences humaines a financé la mise en œuvre d'une orientation commune d'un programme de recherche national d'universitaires et de représentants du secteur^v. Dans certains sous-secteurs de l'économie sociale, il y a aussi eu des percées dans l'élaboration d'initiatives soutenues par le gouvernement fédéral, la plus importante étant la deuxième génération de soutien fédéral de l'Initiative de développement coopératif, qui inclut les associations coopératives provinciales et leurs homologues nationaux, la Canadian Cooperative Association et le Conseil canadien de la coopération et de la mutualité, dans la gestion des fonds destinés au développement coopératif^{vi}. L'Initiative sur le secteur bénévole et communautaire du gouvernement fédéral^{vii} a aussi contribué à la création d'une

plate-forme de dialogue et l'élaboration de politiques concernant le secteur sans but lucratif du Canada et sa capacité de réunir un capital social et d'offrir des services sociaux et humains. Elle a été abandonnée en 2005, mais des initiatives semblables ont été mises en place dans plusieurs provinces.

À l'échelle locale et régionale, il y a de nombreux exemples de collaboration dans la mise en place de structures et de mécanismes contrôlés de façon démocratique visant à renforcer les résultats en matière de développement économique communautaire et l'économie sociale. Le Canadian Centre for Community Renewal a souligné un grand nombre de ces initiatives dans sa publication Making Waves^{viii}. De New Dawn Entreprises du Cap-Breton (Nouvelle-Écosse) aux corporations de développement économique communautaire du Québec, en passant par la Quint Development Corporation de Saskatoon et les sociétés autochtones de développement de l'Ouest du Canada et la Société d'aide au développement des collectivités du Canada rural, on a mis en place une infrastructure de développement local adaptée aux possibilités et aux besoins locaux.

Ces percées sont le résultat du travail acharné de personnes et d'organisations qui souscrivent pleinement à la vision et aux valeurs communes de divers intervenants de l'économie sociale et qui devraient être félicitées. Aussi, ils sont trop souvent obtenus dans l'indifférence des gouvernements et sont confrontés aux besoins pressants des praticiens sur le terrain d'obtenir de vrais résultats pour de vraies personnes, dans de vraies collectivités, avec peu de temps et de ressources à consacrer à l'édification du mouvement. Cependant, les données probantes provenant de l'expérience et de la recherche portent à croire que l'attention accordée à la création d'un mouvement est exactement ce qu'il faut. Les dix années d'histoire du Réseau canadien de DÉC témoignent de l'importance de créer des liens et des possibilités d'action collaborative entre les organisations communautaires et institutionnelles de l'économie sociale. Le mouvement coopératif du Canada, qui a plus de 100 ans d'histoire, nous porte à croire la même chose.

Aussi, en ce moment, un grand nombre d'indicateurs portent à croire que le Canada est confronté à des difficultés socio-économiques et environnementales de proportions jamais vues^{ix}. Les inégalités socio-économiques ont augmenté, avec des augmentations de la pauvreté chez les enfants dans certaines régions et de l'exclusion sociale des populations désavantagées, comme les immigrants, les femmes, les personnes handicapées et les personnes de couleur. Les collectivités autochtones, des Premières nations, inuites et métisses sont toujours confrontées à des obstacles à l'autodétermination et à la création de possibilités pour leurs membres. Des changements économiques et industriels ont laissé un grand nombre de collectivités et de régions du pays dans une situation de déclin socio-économique. La dégradation de l'environnement et les changements climatiques, combinés aux répercussions du pétrole et à l'épuisement des ressources, ont une incidence sur la durabilité des écosystèmes et des collectivités du Canada sur le plan environnemental.

Les répercussions de la crise économique mondiale ont amplifié un grand nombre de ces problèmes, et il n'y a que peu d'éléments de preuve qui portent à croire que les mesures prises par les gouvernements en réaction à la crise ont eu une incidence sur les

personnes les plus touchées ou sont conçues pour en avoir une. Certains craignent aussi que les efforts des gouvernements pour réduire les déficits, combinés aux dépenses visant à stimuler l'économie, restreignent encore davantage les sommes investies par les gouvernements dans les programmes de soutien dans les domaines essentiels au maintien des conditions de vie des personnes et des collectivités les plus touchées.

Pour terminer, les citoyens, les chercheurs et les organisations de la société civile sont de plus en plus préoccupés par l'état de la démocratie au Canada. La participation aux scrutins, les indicateurs de capital social et la confiance des citoyens à l'égard du gouvernement et d'autres institutions sont à leurs niveaux les plus bas. Des organisations de la société civile qui ont fourni des sources indépendantes de connaissances et d'analyse sont disparues parce que le gouvernement a coupé dans le financement (p. ex. Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, Conseil canadien sur l'apprentissage). La société civile comme force de changement en est réduite à sa capacité la plus faible de l'histoire moderne.

Ces difficultés ajoutent un impératif aux efforts combinés des acteurs de l'économie sociale, qui doivent fournir une autre vision et des moyens de bâtir une économie davantage axée sur les citoyens. Même si l'économie est considérée par les principaux médias comme étant le principal moyen de subsistance, il est nécessaire de présenter une autre vision sociétale de l'économie comme moyen d'atteindre un ensemble plus vaste et plus complet d'objectifs répondant aux besoins des personnes et des écosystèmes. Pour cela, les acteurs de l'économie sociale se trouvent dans une position unique parce qu'ils sont les seuls à adopter une telle vision. Cependant, pour que cela se fasse, il faut aborder la fragmentation actuelle entre eux dans le but de renforcer cette vision et ses moyens de production grâce à des systèmes de collaboration solides, à la mise à niveau d'un financement et de systèmes de gouvernance efficaces et à l'élaboration en collaboration d'une politique d'intérêt public qui soutienne le mouvement et ses résultats.

2. Les acteurs clés

Au moment de mettre en place un mouvement plus unifié pour une économie citoyenne, nous suggérerions les priorités suivantes en matière de mobilisation aux niveaux national et provincial/territorial, au-delà des partenaires actuels du Sommet.

- Associations nationales/provinciales d'organismes communautaires sans but lucratif et leurs principales institutions d'organisations (p. ex. YWCA du Canada, Services à la famille-Canada) et membres.
- Autres associations participantes au financement de l'économie sociale (p. ex. Réseau d'investissement communautaire du Canada, Coopérative, Centrale des caisses de crédit du Canada).
- Autres associations de coopératives (p. ex. Fédération canadienne des coopératives de travail).
- Organisations environnementales (p. ex. Réseau canadien de l'environnement, Eco-Trust Canada, associations pour les énergies renouvelables).

- Mouvement ouvrier
- Organisations de lutte contre la pauvreté (p. ex. Société pour l'élimination de la pauvreté)
- Organisations de femmes
- Organisations d'autonomie sociale
- Les Sociétés d'aide au développement des collectivités
- Associations de développement rural
- Mouvement Fair Trade Towns
- Mouvement Transition Towns
- Salubrité des aliments et mouvements pour une agriculture durable
- Responsabilité sociale des organisations
- Organisations de femmes
- Organisations d'immigrants et de réfugiés
- Associations inuites, métisses, autochtones et des Premières nations et organisations de développement
- Organisations de jeunes
- Organisations de commerce équitable
- ONG de développement international
- Mouvements canadiens pour la démocratie
- Organisations de bienfaisance (p. ex. Imagine Canada)
- Mouvements communautaires liés à la représentativité (c.-à-d. pas d'intermédiaires)
- Centraide
- Clubs philanthropiques
- Fondations philanthropiques et communautaires
- Conseils de planification sociale
- Associations de promotion de la santé
- Associations de coopératives et d'habitation et de logements abordables
- Organisations de formation à l'emploi et leurs associations
- Établissements de recherche qui comprennent une représentation de la société civile
- Organisations de fiducies foncières
- Organisations à caractère religieux

3. Questions et enjeux majeurs

Pour mettre en place un mouvement plus unifié et efficace pour une économie davantage axée sur les citoyens, il faut aborder les questions suivantes.

Engagement et soutien des citoyens :

Les sondages d'opinion publique révèlent que les gens font beaucoup plus confiance aux organismes communautaires et de bienfaisance sans but lucratif du Canada^x qu'aux institutions du secteur privé et du gouvernement. Les campagnes de promotion du commerce équitable et des « achats locaux » montrent aussi des signes de réussite pour ce qui est du soutien par les consommateurs des valeurs des organisations de l'économie sociale sur le marché. Au Québec, la campagne « valeur ajoutée » a été utilisée pour faire la

promotion des biens et des services de l'économie sociale d'un vaste éventail de producteurs. Cependant, dans la plupart des régions du Canada, il n'y a pas d'effort unifié de promotion de l'économie sociale et de ses résultats auprès des citoyens. Face au gouvernement, aux médias et à la promotion du commerce, le mouvement se retrouve sans reconnaissance, sans soutien et mal compris de l'ensemble des citoyens, un prérequis au soutien du public à l'égard d'un nouveau modèle de développement économique et social durable. Il y a aussi la question de savoir comment les personnes qui participent à la base de l'économie sociale ont le droit de s'exprimer et de participer, à titre de « responsables » de leur avenir.

Fragmentation :

Les sociétés, les organismes de charité, les associations de la société civile, les coopératives, les coopératives d'épargne et de crédit, les entreprises sociales et les autres acteurs communautaires sans but lucratif de l'économie sociale ont des valeurs et des objectifs communs. Cependant, le Canada compte très peu de structures visant à les réunir. En conséquence, leur organisation et leur incidence sont fragmentées. Les efforts visant à mettre à niveau et à faire croître l'économie sociale sont gênés par le manque d'espace et de structure de collaboration. Il y a aussi des lacunes dans la mise en place du mouvement avec des secteurs de la société qui ont des intérêts communs dans la création d'une économie davantage axée sur les citoyens, par exemple le mouvement ouvrier et les organisations de femmes.

Manques de connaissance :

Il y a un manque de ressources dans la recherche et l'évaluation des activités de l'économie sociale visant à documenter les pratiques et les politiques, et celles-ci sont sporadiques. Compte tenu de l'importance de l'économie sociale à l'égard des principales conditions des gens et des collectivités, le manque de ressources destinées aux études longitudinales permettant de découvrir ce qui fonctionne, pour quelle raison et de quelle façon on peut améliorer les choses constitue un obstacle important. Les praticiens actuels et futurs ont aussi besoin de meilleures possibilités d'éducation, de réseautage et d'apprentissage avec les pairs dans des milieux formels et informels.

Inefficacité de l'économie :

Le commerce interne au sein du secteur (c.-à-d. entre organisations de l'économie sociale) est limité. Malgré cela, le secteur a défini l'achat de ses biens et services par le gouvernement et d'autres acheteurs comme étant la clé de la croissance du potentiel économique du secteur (voir le document de fond n° 4 du Sommet sur l'Organisation du marché de l'économie sociale). Il faut aussi accorder de l'attention à la question de l'achat des biens et services et à l'augmentation proportionnelle des possibilités dans ce domaine au sein du secteur.

Politiques et autre influence des intervenants :

L'une des priorités d'un grand nombre de réseaux de l'économie sociale a été d'avoir une influence sur la politique d'intérêt public qui affecte les organisations de l'économie sociale et leurs résultats ou l'élaboration de celles-ci en collaboration. Plus les

efforts des sous-composantes sont unifiés, plus ils auront une grande incidence. Des structures et des moyens permanents sont nécessaires aux niveaux provincial/territorial, national et régional, avec des mécanismes de mobilisation sincère et constante de tous les ordres de gouvernement et des autres intervenants clés.

Capacité de financement et de développement :

Il y a eu une évolution de la capacité de développement au sein des organisations de l'économie sociale, et leur structure a changé pour fournir une aide technique, du financement et d'autres ressources nécessaires à la mise à niveau de leur travail (voir l'autre document sur le financement de l'économie sociale). Là où cela a été fait de façon intentionnelle et démocratique (c.-à-d. sous le contrôle des organisations elles-mêmes et conçu en collaboration avec elles), d'importants résultats ont été obtenus. Quand ils sont fragmentés et dépendent d'une expertise ou de sources de financement externes, les résultats sont plus dissipés. Il est nécessaire d'apprendre des modèles de développement qui ont eu du succès et de les adapter à d'autres milieux, où ils n'existent pas. Il faut aussi concerter, à l'échelle provinciale et nationale, la capacité de développement des sous-composantes de l'économie sociale, afin de mettre en commun l'expertise et les ressources.

Identité commune :

Les administrations qui ont connu la croissance la plus importante de leur économie sociale et les meilleurs résultats pour une économie citoyenne ont inclus la mise en valeur intentionnelle d'une identité commune entre leurs organisations et sous-secteurs (p. ex. Brésil et Québec). Au Canada, un grand nombre d'acteurs de l'économie sociale ne se perçoivent pas eux-mêmes comme faisant partie d'un mouvement plus vaste ou d'une force socio-économique. La cartographie de la participation, la mobilisation et les activités de communication s'appuyant sur le programme de subvention de la recherche en économie sociale pourraient être élargis pour renforcer l'identité commune faisant partie d'un mouvement pour un changement social, économique et environnemental.

4. Propositions

1. **Mettre en place une table ronde pancanadienne sur le développement d'une économie citoyenne, qui inclut les intérêts liés à la pratique, à la recherche, au mouvement ouvrier et à la société civile souscrivant pleinement à la déclaration qui sera faite à la fin du Sommet.** Cette table ronde pourrait utiliser des ressources des médias sociaux et du Web pour mobiliser les réseaux et les groupes de ses membres. Il servirait d'organe de prise de décisions en collaboration et de planification démocratique pour des activités visant à unifier le mouvement et à organiser les initiatives suggérées ci-dessous, sans limiter les responsabilités des organisations membres au sein de leur administration. Le secrétariat du groupe de discussion pourrait être tenu à tour de rôle par des associations nationales qui s'y engagent. Il pourrait soutenir la création de groupes de discussion ou de réseaux semblables dans différents sous-secteurs de

l'économie sociale des provinces et territoires où il n'y en a pas actuellement. L'un des principaux objectifs serait de tirer profit des cadres stratégiques provinciaux en place qui fonctionnent dans d'autres administrations.

2. **Élaborer et mettre en œuvre un plan pancanadien de communication visant à encourager les citoyennes et les citoyens à soutenir les organismes d'économie sociale, leurs biens et leurs services partout au Canada.** Le plan comprendrait des outils que les organismes locaux pourraient utiliser pour se faire connaître dans le cadre d'un mouvement plus vaste en intégrant des messages communs et des annonces dans les médias. Ce plan pourrait s'appuyer sur les campagnes d'autres mouvements, tels que Villes en transition et *Fair Trade Towns* et initier une semaine pancanadienne d'activités de soutien à l'échelle locale, régionale et provinciale.
3. **Créer un espace pour les groupes populaires participant aux activités de l'économie sociale (coopérantes/coopérants, bénéficiaires de services, fournisseurs de services, activistes, étudiantes/étudiants, etc.) propice aux réflexions sur la façon dont ils entrevoient leur avenir dans une économie citoyenne et à l'organisation de leurs propres projets au sein de cette économie.**
4. **Poursuivre le travail entrepris par le Centre canadien de recherche partenariale en économie sociale par le biais de projets de recherche initiés par les organismes membres afin de combler les lacunes en matière de connaissances et de répondre aux besoins en matière de pratiques et de politiques.** Cette proposition serait coordonnée par la table ronde ou par un sous-groupe de recherche créé à cette fin. Il s'agirait également de créer un nouveau programme de recherche partenariale mettant l'accent sur la construction du mouvement, y compris des projets pilotes participatifs et la cartographie des résultats de l'économie sociale
5. **Créer un groupe et une stratégie de communication et de sensibilisation à l'intention du gouvernement, afin d'encourager la coconstruction des politiques publiques avec tous les ordres de gouvernement.** Il s'agirait plus particulièrement de soutenir les provinces et les territoires qui n'ont pas de cadre stratégique, mais qui affichent un intérêt marqué pour les résultats visés par les politiques publiques directement liées à l'économie sociale (p. ex. la réduction de la pauvreté et le développement durable). On envisage d'élaborer des stratégies de communication et de sensibilisation similaires avec d'autres intervenants clés (p. ex. les syndicats, le secteur privé, les organisations philanthropiques). Enfin, on considère également recruter les chefs de file de l'économie citoyenne dans tous les secteurs d'activité.
6. **Élaborer un mécanisme de commerce interne afin de multiplier l'achat de biens et de services entre les organismes d'économie sociale.**
7. **Appeler les établissements d'enseignement et les organisations de professionnels, intéressés à bâtir une économie citoyenne, à entamer un dialogue sur la façon dont on peut améliorer l'apprentissage informel et formel et le rendre plus accessible**

afin de préparer la relève et de renforcer les compétences au sein des actrices et des acteurs de l'économie sociale. Ce dialogue examinerait également comment adapter le programme d'enseignement aux réalités économiques.

8. Utiliser les résultats de recherche sur les modèles efficaces de développement, de financement et d'aide technique dans le but de promouvoir la mise en place de modèles d'économie sociale adaptés dans d'autres régions. À cet égard, il est recommandé d'œuvrer au développement de ces modèles conjointement avec les partenaires concernés et de réunir un groupe d'experts techniques de partout au Canada pour élaborer des moyens d'adapter les modèles et les stratégies efficaces, en matière de financement par exemple, aux besoins de l'économie sociale et pour les mener à bien. Ainsi, on regrouperait les ressources et les mettrait à la disposition des partenaires.

Sources

-
- i http://tamarackcommunity.ca/g3s10_M4C2.html#notes
 - ii <http://www.ccednet-rcdec.ca/files/ccednet/AdvancingtheSocialEconomy.pdf>
 - iii <http://www.ccednet-rcdec.ca/files/ccednet/AdvancingtheSocialEconomy.pdf>
 - iv http://www.ccednet-rcdec.ca/files/ccednet/Loxley_Simpson.pdf
 - v <http://www.socialeconomyhub.ca/>
 - vi <http://coop.gc.ca/COOP/display-afficher.do?id=1232543849777&lang=fra>
 - vii <http://www.vsi-isbc.org/fr/index.cfm>
 - viii <http://www.cedworks.com/waves.html>
 - ix <http://www.policyalternatives.ca/projects/growing-gap/>
 - x <http://www.muttart.org/surveys>